

ARCHEIPEL

Journal du Forum Civique Européen

HOMMAGE

Dans nos cœurs, tu continueras à vivre

Dans la nuit du 9 au 10 juillet, Esther Bejarano, une des dernières survivantes des camps de concentration, est décédée à l'âge de 96 ans. Karola, qui avait participé à l'organisation de sa tournée ici en France, lui a écrit une lettre posthume.

Chère Esther,
Je viens d'apprendre ta mort et je suis aussi triste que si tu faisais partie de ma famille.

Mais ce que je t'écris – à toi qui ne peux plus me lire – est aussi une lettre adressée à tous ceux et celles qui te connaissent et t'apprécient. Je t'ai rencontrée le 9 mai 2015 à Demmin au festival de la paix, entourée sur scène par trois hommes plus jeunes, ton fils Joram et Kutlu et Rossi de la *Microphone Mafia*. La veille, nous, antifascistes venu·es de toute l'Allemagne et de plusieurs pays européens, avions bloqué pendant des heures la marche annuelle des néonazis à Demmin. L'interprétation de *La putain juive Marie Sanders* m'avait fait monter les larmes aux yeux. Il y avait là une petite femme de 92 ans qui avait subi l'horreur de l'ère nazie dans son propre corps et qui, à cet instant, m'a fait ressentir physiquement l'histoire du pays où je suis née et l'histoire de ma famille.

Par hasard, j'ai appris que le groupe prévoyait une tournée à Cuba. Alors pourquoi est-ce que je n'inviterais pas *Bejarano & Microphone Mafia* dans le sud de la France? En octobre 2016, le moment était venu. Les dates à Marseille, Forcalquier et Arles étaient fixées. Une brochure avec une présentation de votre groupe, une interview de toi et de Kutlu et surtout avec les traductions des paroles de vos chansons a été distribuée aux classes de l'école qui allaient avoir la chance de te – vous connaître. Le texte pour

ta lecture a également été traduit et surtout, nous avons trouvé une solution technique pour projeter tout en français sur un écran.

Nous sommes venu·es te chercher avec ton fils à l'aéroport de Marseille. Il t'a poussée dans un fauteuil roulant pour te faciliter les longs trajets. Quand tes yeux alertes et amicaux m'ont regardée, la glace a été immédiatement brisée. La tournée serait un succès!

Nous avons commencé par une lecture au *Lycée Marcel Pagnol* de Marseille. Esther m'a dit: "Tu verras, les lycéen·es voudront tous venir me voir à la fin." Et c'est ce qui s'est passé. Elles voulaient toutes un autographe, échanger quelques mots avec Esther. Puis nous nous sommes rendu·es à l'*Equitable Café*, un lieu de rencontre culturel alternatif. Il faudrait encore un certain temps avant que le concert ne commence, mais les sujets de conversation ne manquaient pas. Tu as également accordé une interview à une journaliste. Enfin, Kutlu est arrivé en voiture de Cologne. Pendant la lecture, les lumières de la scène trop proches dans ta nuque t'ont beaucoup fait transpirer. Ça ne t'a pas empêchée, toi, Joram et Kutlu, d'emballer le public avec vos chansons.

A Forcalquier, après le spectacle de l'après-midi avec les troisièmes du *Collège Henri Laugier* – les élèves avaient pris d'assaut la scène après avoir chanté à tue-tête *Bella Ciao* – nous avons voulu te laisser te reposer. Tu as demandé, en t'adressant à Joram et Kutlu:

"et vous, vous faites quoi?". A leur réponse qu'ils allaient visiter la coopérative Longo maï avec moi, tu as répondu d'un air de reproche: "mais j'ai toujours voulu y aller aussi!". Donc pas de pause avant le spectacle du soir. La salle était comble et silencieuse comme une souris pendant ta lecture, et les spectateurs et spectatrices ont été une nouvelle fois extrêmement impressionné·es par votre performance. Pour le dîner, nous avons réservé des places dans un petit pub italien. Lorsqu'il s'est agi de payer, tu as dit simplement: "C'est moi qui vais payer, je vous invite".

Le lendemain, nous sommes allé·es en Arles pour une réception avec le maire communiste. Tu devais recevoir la citoyenneté d'honneur de la ville d'Arles. C'était une cérémonie très officielle, mais tu n'as pas manqué l'occasion d'interpeller le maire afin qu'il s'occupe de l'accueil des réfugié·es de manière humaine. La représentation du soir a eu lieu dans une église d'Arles. Malheureusement, les classes d'école qui avaient été invitées n'avaient pas pu obtenir de places dans les premiers rangs, ou le cadre ecclésiastique les avait intimidées, ce que tu as beaucoup regretté. Néanmoins, pour beaucoup de ceux et celles avec qui j'ai parlé ensuite, la soirée a été une nouvelle fois impressionnante.

Lorsque nous nous sommes dit au revoir, j'ai eu le sentiment d'avoir passé non pas trois jours mais des semaines avec toi.

Une fois, je t'ai rendu visite avec mon frère à Hambourg. Nous nous sommes rencontrées comme des connaissances de longue date. Sous ton fauteuil se trouvait l'épais paquet de lettres personnelles que chaque élève de troisième année de Forcalquier t'avait envoyées.

Puis nous nous sommes retrouvées à Paris. La Fondation pour la Mémoire de la Shoah avait invité *Bejarano & Microphone Mafia* pour une soirée.

AZB 4001 Baile
Forum Civique Européen, 4001 Baile
Post CH AG



Esther Bejarano à l'invitation du FCE dans une église d'Arles (F), 2016

Et il y a quelques mois, je t'ai demandé si tu pouvais écrire un message de salutation pour la manifestation de femmes *Toutes aux Frontières* prévue le 5 juin. Tu l'as fait, et tout le monde peut le lire sur leur site. Je l'ai lu devant les manifestant·es à Nice, et je voulais te faire part du succès de la manifestation. Plusieurs milliers de femmes et d'hommes ont manifesté avec beaucoup d'imagination pour l'ouverture des frontières et un accueil humain des réfugié·es. Ces derniers jours, j'ai souvent pensé à toi et j'ai sans cesse repoussé le moment de te téléphoner. Maintenant, il est trop tard.

Tu as donné du courage à beaucoup d'entre nous, mais aussi secoué les consciences. J'espère que nous serons de plus en plus nombreux à poursuivre ton engagement. Tu nous manques!

Il y a six semaines encore, Esther était sur scène avec son groupe de musique *Bejarano & Microphone Mafia*, à la ferme domaniale Neuendorf, à l'est de Berlin.

C'est exactement à cet endroit, il y a 80 années – en 1941, qu'elle s'était retrouvée internée à 16 ans, avec d'autres jeunes d'origine juive, pour du travail forcé. En avril 1943, elle sera déportée au camp d'extermination d'Auschwitz. Il lui a fallu plus de 30 ans pour pouvoir parler des horreurs qu'elle a vécues dans les griffes du pouvoir nazi.

En 1960, après son retour de Palestine en Allemagne, elle et son mari font différents boulots pour élever leurs deux enfants. Dans les années 1970, elle ouvre une boutique de vêtement à Hambourg.

Parmi ses clients, il y a beaucoup de jeunes gens, de profs et d'instits, avec lesquels elle commence à discuter de politique, mais pendant longtemps, elle ne parle pas du tout de son passé. Mais les discussions avec *"ces jeunes gens, assez bien informés sur l'époque entre 1933 et 1945, ont fait resurgir mes souvenirs. Je pensais que je devais transmettre mon vécu aux jeunes."* (citation du livre *Esther Bejarano - mémoires*, édité par Antonella Romeo dans l'édition allemande Laika Verlag)

Puis, un peu plus tard, elle est confrontée à des néonazis. Le NPD, le parti national-démocrate allemand tenait un stand pas loin de sa boutique. *"Je vois comment les nazis distribuent des tracts, tapent avec des matraques sur leurs adversaires. Je vois qu'ensuite, des policiers arrêtent les antifascistes."*

"C'était trop pour moi. Les policiers protégeaient les nazis. Je leurs disais que j'avais été dans

un KZ, en camp de concentration, et que je ne comprenais pas qu'ils protègent ces nazis. Alors un policier me répondit qu'en Russie, il y avait également des KZ, et qu'en plus je n'avais qu'à rentrer à la maison, autrement j'allais avoir un infarctus. Maintenant, je savais que je devais commencer à faire du travail antifasciste." (citation du même livre)

Esther Bejarano rejoint l'*Union Allemande des Rescapé·es du Régime Nazi et Alliance des Antifascistes*. Plus tard, elle initiera le *Comité Auschwitz*. Chanteuse de formation, elle reprend son répertoire et est invitée à de nombreux événements politico-culturels.

L'antifascisme et l'engagement pour la paix sont la même chose pour elle. Pour que nous n'oublions pas, Esther a retraversé l'horreur de son vécu en racontant depuis plus de 40 ans, un nombre inimaginable de fois, son histoire. Elle savait l'importance de son témoignage, et la force que sa voix transportait. Jusqu'à la fin, elle a mis toute son énergie à montrer les parallèles avec le contexte actuel.

Ses positions et son langage étaient toujours très clairs. A travers la musique, d'abord avec son groupe *Coincidence*, puis avec *Bejarano & Microphone Mafia*, elle a non seulement incité son public à ne pas oublier le passé, mais elle a trouvé aussi une manière de parler aux cœurs, et à encourager de ne pas accepter l'inacceptable. Nous avons eu la chance de vivre ces moments lors de quelques lectures et spectacles à Marseille, Forcalquier et Arles.

Un de ses derniers combats publics était la revendication qu'en Allemagne, le 8 mai soit fêté comme jour de libération, et non effacé du calendrier comme délicate honteuse.

Le fait qu'en 2019, le statut d'utilité publique de l'*Union Allemande des Rescapé·es du Régime Nazi et Alliance des Antifascistes* soit supprimé l'a profondément indignée. Cette décision était basée sur des renseignements du *Verfassungsschutz*, le service secret allemand. Heureusement, un large tollé de protestations et des procédures juridiques ont complètement annulé ce printemps cette décision de l'administration fiscale de Berlin.

Dans son message de soutien envoyé fin mai à l'initiative *Toutes aux frontières*, Esther Bejarano écrivait: *"J'ai survécu à Auschwitz et Ravensbrück. Il est de mon devoir, tant que j'en ai la force, de témoigner de ce qui s'est passé, et de mettre en garde contre des développements pa-*

rallèles aujourd'hui. Parce que le nationalisme et les opinions d'extrême droite se répandent à nouveau. Aujourd'hui, les mouvements de réfugié·es sont mondiaux.

Des millions de personnes fuient leur pays pour échapper aux guerres, à la faim et aux persécutions, afin de sauver leur vie et de trouver un endroit où elles pourront vivre dans la dignité et la sécurité.

D'innombrables personnes ont déjà péri en Méditerranée et sur d'autres routes dangereuses. Dans des camps improvisés et institutionnels, des milliers et des milliers de personnes vivent dans les conditions les plus effroyables. Mais l'Europe continue à exporter des armes et à se fermer.

Chaque fois que je suis sur scène avec Bejarano & Microphone Mafia, je dis: 'Regardez dans nos yeux et voyez la détermination..... Entendez notre pro-

testation, nos chants, notre désir. Le désir d'humanité – le capital le plus important de la terre, de l'humanité entière."

Dans ce message, son dernier souhait est que nous devenions de plus en plus nombreuses et nombreux.

A l'enterrement d'Esther, avant la cérémonie d'adieu, de nombreux petits groupes de personnes ont afflué de tous côtés vers le cimetière juif d'Ohlsdorf à Hambourg. Cette cérémonie ne fut pas seulement digne, mais aussi une manifestation politique impressionnante. Presque toutes les personnes présentes étaient en noir, parfois avec le logo antifa sur leur T-shirt. Nombreux étaient les panneaux fabriqués maison. On pouvait y lire *"dans nos cœurs tu continueras à vivre"*, ou encore *"nous ne nous tairons pas, promis Esther!"*.

Karola
10 juillet 2021

MIGRATION

Frontex et la Suisse

La Suisse, pays enclavé, soutient activement le violent régime des frontières de l'Union européenne. Entre autres, en augmentant le personnel et la participation financière à l'agence européenne des garde-frontières et des garde-côtes Frontex. L'Administration fédérale des douanes (AFD)* responsable réagit de manière évasive aux demandes de renseignements. Il est temps d'y regarder de plus près!

La codécision? Aucune chance!

Lorsqu'il s'agit des zones d'ombre de la politique de fermeture de l'UE, la Suisse aime se cacher derrière son statut de pays enclavé. Mais un coup d'œil à sa participation à Frontex montre sans le moindre doute qu'elle soutient pleinement sa politique de fermeture contre les migrations et qu'elle appuie son expansion et sa militarisation bien au-delà de l'Europe. Nous avons tenté de faire la lumière sur cette question à l'aide d'un questionnaire détaillé adressé à l'AFD. Le résultat n'est guère surprenant: chaque critique n'a suscité que des réponses évasives, voire inexistantes, toujours en référence à une responsabilité qui se trouverait ailleurs ou à des raisons tactiques sur le terrain à ne pas divulguer.

La Suisse est impliquée dans Frontex, tant sur le plan financier que sur le plan du personnel. Un maillage de traités et d'élargissements de ces traités régit les relations et la participation. La Suisse a toujours soutenu l'expansion de Frontex, même lorsque l'"Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures" est devenue l'"Agence de garde-frontières et de garde-côtes" en 2015. En vertu des accords de Schengen, la Suisse est membre de Frontex depuis 2009 et, outre un soutien financier, elle fournit un nombre croissant de gardes-frontières – plus de 60 par an d'ici 2027. D'ici là, Frontex devrait être en mesure de s'appuyer sur une armée per-

manente de 10.000 personnes.

Ces dernières années, la conseillère fédérale du Parti socialiste, Simonetta Sommaruga, a fait pression pour l'adoption d'une nouvelle base légale régissant l'expansion de l'agence. Si certains membres de son parti ont pris leurs distances avec cette politique, la majorité des sociaux-démocrates suisses l'ont longtemps soutenue. Dans un passé récent, des voix plus critiques se sont élevées dans le spectre de la realpolitik. Mais cela ne changera pas grand-chose au principe de base: la Suisse officielle est derrière Frontex. Et ce, sans pouvoir de décision significatif sur son développement. Lorsqu'elle est interrogée sur la décision relative aux nouvelles compétences et lois, voici ce que répond l'AFD:

"L'élargissement du mandat de Frontex a nécessité une adaptation du règlement de l'UE sur Frontex. Il a été adopté dans le cadre de la procédure législative ordinaire, dans laquelle le Parlement européen et le Conseil ont le même droit de regard. La Suisse participe aux délibérations du Conseil. Le règlement de l'UE, faisant partie de l'acquis de Schengen, l'adaptation du règlement de l'UE ou l'extension du mandat de Frontex constituent un développement de l'acquis de Schengen. En tant qu'Etat associé à Schengen, la Suisse a son mot à dire sur les développements futurs de l'acquis de Schengen, mais n'a pas le droit de vote". En d'autres termes, le Parlement suisse ne peut que dire oui ou non, mais n'a pas le pouvoir de changer quoi que ce soit. Jusqu'à présent, il a accepté toutes les propositions.

L'AFD: lien avec Frontex

Le lien institutionnel entre la Suisse et Frontex est l'Administration fédérale des douanes (AFD). Marco Benz, directeur adjoint de l'AFD, est l'un des représentants de la Suisse au sein du conseil d'administration de Frontex. La deuxième représentante est Medea Meier, historienne et anthropologue sociale. L'AFD a refusé de fournir un aperçu de leur comportement de vote au sein du conseil d'administration.

Ces derniers mois, le conseil d'administration de Frontex a fait l'objet à plusieurs reprises de critiques sévères, en raison de rapports sur le directeur Leggeri lui-même, mais ça n'a pas poussé l'AFD à augmenter la transparence.

En outre, la Suisse dispose d'une personne dite de liaison au service de l'agence de gestion des frontières au siège de Frontex à



Noborder network

Varsovie. Depuis cette année, la Suisse a également détaché deux experts dans le domaine de la protection des droits fondamentaux auprès de l'agence, et du personnel suisse participe régulièrement aux réunions de Frontex à différents niveaux. Enfin, des fonctionnaires suisses participent à des missions de protection des frontières et à des expulsions, comme le confirme l'AFD sur demande. Le développement de Frontex semble inspirer l'AFD. Sous la direction du directeur général des douanes Christian Bock et du conseiller fédéral Ueli Maurer, l'Administration fédérale des douanes tente d'étendre massivement ses propres compétences, à l'instar de Frontex ces 15 dernières années.

Des droits humains secondaires

Malgré cette évolution, les droits humains n'ont guère de place. Selon l'AFD, les droits humains ne constituent qu'une partie limitée de son domaine de responsabilité. Dans sa réponse, par exemple, l'AFD écrit qu'elle a visionné des dizaines d'heures de matériel vidéo provenant des archives des garde-côtes turcs sur les violents refoulements grecs. Malgré cela, elle continue à envoyer des garde-frontières dans la région.

Ils ont notamment participé à la mission *RBI Evros 2020*, chargée de la protection de la frontière terrestre entre la Grèce et la Turquie. Dans le processus, le responsable des droits fondamentaux de Frontex avait recommandé en 2019 à l'agence de mettre fin à la mission Evros si de graves violations des droits humains continuaient de s'y produire. Cela n'a pas été le cas jusqu'à présent.

Les nombreux rapports faisant état de graves violations des droits humains – y compris des refoulements, des violences et plusieurs décès – n'ont pas été une raison suffisante pour que Frontex arrête

la mission, ni pour que la Suisse prenne ses distances. L'AFD a refusé de prendre position sur la question et de divulguer les positions des membres suisses du conseil d'administration. Sur la défensive, elle a souligné qu'il n'était pas du ressort de la Suisse de "lancer des enquêtes sur des incidents sur le territoire d'un Etat membre de l'UE" et a renvoyé la balle à l'Office des droits fondamentaux de Frontex. Un coup d'œil à ce même département montre de manière impressionnante que les droits fondamentaux ne sont pas une priorité, car si l'agence connaît une croissance rapide dans tous les domaines, elle avance remarquablement lentement lorsqu'il s'agit de recruter des agents chargés des droits fondamentaux. Quarante d'entre eux devraient avoir commencé à travailler d'ici la fin de 2020. Mais leur recrutement ne progresse que lentement: selon l'AFD, seules 20 personnes ont été embauchées à ce jour.

Entre mars et septembre 2020, quatre gardes-frontières suisses ont participé à la mission Evros dans le domaine de la surveillance des frontières. L'Evros est le fleuve frontière entre la Grèce et la Turquie. La région frontalière est une zone difficile d'accès et fortement militarisée. Frontex y est présente avec beaucoup de personnel et d'équipements – notamment des voitures de patrouille, mais aussi des drones et même un zeppelin comme outil de surveillance. Depuis des années, des rapports font état de refoulements systématiques. Des rapports similaires de violence systématique impliquant Frontex ont été rapportés de la Bulgarie et la Croatie. Dans les rapports du *Border Violence Monitoring Network*, les personnes concernées décrivent les incidents en détail. Ce qui ne manque pas de piquant, c'est qu'il y a souvent des références aux employés germa-

nophones de Frontex impliqués dans les violences et les refoulements – le mot *Polizei* (police) est reconnu par des témoins. Cela peut également concerner des uniformes ou du matériel opérationnel provenant de Suisse.

L'AFD souligne que les agents suisses en mission doivent signaler immédiatement les violations des droits humains. Cependant, lors de toutes les missions précédentes, aucun rapport de ce type n'a été reçu. Cela soulève des questions: comment se peut-il que des forces bien entraînées dans une région où des violations systématiques des droits humains sont commises ne constatent pas un seul incident à signaler pendant plusieurs milliers de jours de déploiement?

Un essor coûteux

Pour 2021, 53 missions représentant un total de 1902 jours de déploiement sont prévues. Les zones de déploiement prévues sont la Grèce, la Bulgarie, la Croatie, l'Italie et l'Espagne. Il s'agit d'une augmentation considérable par rapport au nombre de jours de déploiement de l'année précédente. Toutefois, ce n'est pas seulement le nombre de jours de déploiement qui augmente, mais aussi la contribution financière: les contributions annuelles augmentent régulièrement, pour atteindre environ 60 millions de francs suisses en 2027. Par rapport à sa population et à sa taille, la Suisse paie une part considérable du budget de Frontex, à savoir environ 5%. C'est la politique européenne de fermeture en un mot: des pays enclavés tels que la Suisse adhèrent à un système de militarisation et de violence. Au détriment des droits des réfugiés-es.

Lorenz Naegeli
Journaliste *WoZ*

* L'AFD dépend du Département fédéral des finances, dirigé par le conseiller fédéral Ueli Maurer (UDC).

Lettre ouverte sur la situation en Afghanistan

Madame la Conseillère fédérale Keller-Sutter, Monsieur le Secrétaire d'Etat Gattiker, Chères Conseillères et chers Conseillers aux Etats, Chères Conseillères nationales et chers Conseillers nationaux...

La Coalition des juristes indépendant·es pour le droit d'asile regroupe diverses permanences juridiques, organisations, avocats et personnes engagées pour la défense juridique dans le domaine de l'asile. Nous nous permettons de nous adresser à vous au sujet de la situation relative à l'Afghanistan.

L'Afghanistan est tombé aux mains des Talibans, le président a fui. La situation dans le pays est dramatique. En très peu de temps, les Talibans ont pris le contrôle de tout le pays et aujourd'hui, lundi, ils ont pénétré dans le palais présidentiel et annoncent leur prise de pouvoir. Au cours des derniers jours et des dernières semaines, ils se sont emparés de la quasi-totalité du pays et de toutes les villes importantes d'Afghanistan, notamment Herat et Mazar-i-Sharif, qui étaient jusqu'à récemment encore considérées comme relativement sûres, et vers lesquelles le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) estimait encore que l'exécution du renvoi depuis la Suisse était raisonnable en présence de facteurs favorables.

Les conséquences de l'offensive des Talibans pour le peuple afghan sont dévastatrices. Les personnes qui ont défendu les valeurs démocratiques, les droits des femmes et la liberté, mais aussi les journalistes, les artistes et les personnes qui se distancient des Talibans d'une manière ou d'une autre, ain-

si que les femmes et les filles, sont particulièrement menacées. Elles et ils constituent les principales cibles de la terreur des Talibans.

Selon la Haute Commissaire des Nations unies aux Droits de l'Homme, Michelle Bachelet, des rapports en provenance des régions occupées et contestées font état d'exécutions ciblées, de la destruction d'écoles et d'hôpitaux, de la pose d'engins explosifs dans les villes et d'autres violations des droits humains¹. On signale également que des femmes et des filles sont enlevées par les Talibans et mariées de force à leurs combattants². En tant que points de contact pour de nombreux ressortissant·es afghan·es cherchant une protection en Suisse, nous recevons de nombreuses demandes de personnes préoccupées par la sécurité de leurs proches. Nous continuons également à représenter et à conseiller des personnes dont la décision de renvoi de Suisse vers l'Afghanistan est entrée en force ou dont le recours contre leur renvoi par le SEM est toujours devant le Tribunal administratif fédéral.

Il est impératif que la Suisse déploie des efforts extraordinaires pour répondre aux besoins urgents du peuple afghan. Nous saluons la suspension des rapatriements vers l'Afghanistan annoncée le 11 août. C'est un premier pas dans la bonne direction, mais c'est loin d'être suffisant au vu de la situation.

1.

La suspension des rapatriements est une mesure à court terme. Cependant, il n'y a aucun signe d'amélioration de la situation en Afghanistan à moyen ou long terme et il faut partir du principe que l'exécution des renvois vers l'ensemble du pays est généralement raisonnablement inexigible voire illicite. Par conséquent, toutes les personnes originaires d'Afghanistan qui se trouvent actuellement en Suisse doivent se voir accorder au moins l'admission provisoire, qu'elles soient ou non en cours de procédure d'asile. Les personnes originaires d'Afghanistan qui ont déjà fait l'objet d'une décision de renvoi ont droit à un réexamen de leur décision.

2.

A l'instar de l'action entreprise pour les Syrien·es en 2013, la Suisse doit de toute urgence faciliter l'octroi de visas humanitaires pour les membres de la famille des ressortissant·es afghan·es vivant en Suisse, quel que soit leur statut de séjour. Cette possibilité devrait être étendue de toute urgence aux femmes et aux filles célibataires apparentées, aux soeurs, aux mères, aux nièces, aux tantes et à d'autres membres de la famille particulièrement vulnérables.

3.

Face à cette terrible situation d'urgence, le Conseil fédéral doit envoyer un message de solidarité au peuple afghan et à celles et ceux qui œuvrent pour la démocratie et les droits humains en Afghanistan. Elle doit également plaider auprès de la communauté internationale pour l'accueil des réfugié·es afghan·es et donner le bon exemple dans ce domaine.

Nous vous remercions d'avance des efforts que vous pourrez entreprendre en ce sens. Avec nos salutations les plus respectueuses.

La Coalition des juristes indépendant·es pour le droit d'asile.

Pour les médias:

Aldo Brina, chargé d'information sur l'asile au Centre social protestant de Genève, 079 907 59 40 (FR)
Nora Riss, Freiplatzaktion Zürich, 079 586 25 18 (DE)
Lea Hungerbühler, AsyLex, 079 746 71 82 (DE)

1. <https://news.un.org/en/story/2021/08/1097482>

2. <https://foreignpolicy.com/2021/07/23/afghanistan-taliban-women-gender/>

MIGRATION/SUISSE

La violence dans les centres d'asile

En mai dernier, la SRF (Radio et Télévision Suisse germanophone), la RTS (Radio Télévision Suisse francophone) et l'hebdomadaire germanophone *WoZ* diffusaient un reportage alarmant sur la violence dans les centres d'asile fédéraux (BAZ). Quelques jours plus tard, *Amnesty Suisse* publiait un rapport tout aussi alarmant. D'autres médias s'en sont fait l'écho, comme Tamedia, le plus grand groupe de médias privé de Suisse.

Le SEM (Secrétariat d'Etat aux migrations) a réagi rapidement. Il a commencé par publier un communiqué sur des agressions et intimidations à l'encontre d'une employée du SEM, ali-

mentant un débat accusant une gauche extrémiste fantasmée qui serait un danger pour la sécurité intérieure. L'organisation Solidarité sans frontières (Sosf) avait pris position, peu dupe de



Guerras civiles, voies de fuite fermées. Quel avenir pour les enfants et les jeunes?

l'effet de détournement de regard à des fins politiques que cette communication dissimulait. Cependant, le SEM a aussi ordonné une enquête interne. C'était le moment. Nous espérons que celle-ci permettra de mettre en lumière le caractère systémique des violences et autres violations des droits humains qui ont cours dans les centres d'asile. Avant que les grands médias ne s'emparent de la question de la violence, de nombreux signaux d'alarme étaient déjà allumés. Ils venaient de petits groupes de la société civile.

Vous vous souvenez peut-être du reportage d'*Ajour-magazine* sur la recrudescence des violences de Securitas au Centre fédéral d'asile d'Embrach, des plaintes déposées dans le canton de Fribourg avec l'aide de *Solidarité Tattes* et de *Droit de rester Fribourg*, ou encore du reportage des *3 Roses contre les frontières*. Récemment, *Vivre ensemble* a publié la transcription d'un enregistrement audio prouvant les malversations de certains membres du personnel de sécurité des centres.

Cela montre plusieurs choses. Premièrement, les tentatives d'isolement des réfugiés en rendant les centres géographiquement et administrativement inaccessibles sont efficaces, mais pas insurmontables. Malgré l'interdiction d'entrer dans certains centres, la complication des horaires et la méfiance générale, les activistes ont réussi à contacter les réfugiés, à recueillir leurs témoignages et à les aider à por-

ter plainte si nécessaire. Deuxièmement, nous constatons que le SEM se comporte d'une manière familière: il fait la sourde oreille à la plupart des critiques et affirme que tout va bien, que les procédés s'améliorent constamment; un isolement politique en somme. Un schéma hélas, déjà vu.

Le travail des groupes de base Sosf, qui a également pris position contre ces violences et s'est efforcée de relayer les appels des différents groupes, estime que le déroulement de cette affaire médiatique est révélateur d'un phénomène politique plus large: il est extrêmement difficile d'agir contre le système plus qu'opaque du SEM.

Il est difficile de dire combien de temps ces flambées de violence seraient restées cachées au grand public sans le travail des groupes de base.

Leur expertise politique et militante est rarement prise en considération, mais est pourtant nécessaire à la démocratie et au respect des droits humains. C'est pourquoi nous souhaitons mettre en lumière le travail juridique et politique des petites organisations autour du nouveau système d'asile dans un numéro spécial de notre bulletin. Le numéro de décembre leur sera consacré. Nous avons commencé à contacter les groupes dont nous avons connaissance afin qu'ils puissent participer à ce numéro spécial. Si vous-même appartenez à un groupe qui a alerté le SEM sur des violations des droits humains dans les centres, ou l'avez fait à titre personnel, n'hésitez pas à nous contacter à <sekretariat@sosf.ch>, nous relayerons avec plaisir vos actions dans notre bulletin.

Nous profitons également de ce texte pour attirer votre attention sur une importante pétition qui a été lancée par une grande coalition à Genève et qui attend un maximum de signatures.

L'objectif est d'empêcher la construction d'un centre de déportation au Grand-Saconnex. Ces centres sont une abomination, les personnes en voie d'expulsion y sont parquées, dans les conditions inhumaines que nous connaissons toutes désormais, en attendant que la police vienne les embarquer pour l'aéroport.

Pour consulter et signer la pétition, pour lire notre déclaration sur la violence dans les centres et pour en savoir plus sur la violence mentionnée dans cet article, veuillez vous rendre sur notre page d'accueil: <sosf.ch>.

Salutations de solidarité
Solidarité sans frontières

COLOMBIE

Révolte sociale

Lorsque la grève nationale a débuté le 28 avril dernier contre une réforme fiscale prévue par le gouvernement, personne ne pensait alors que la résistance du peuple colombien allait durer si longtemps. Aujourd'hui, "nous assistons à un changement profond". Entretien avec Victor Barrera, chercheur spécialisé dans les conflits.

Chaque jour nous avons écho de nouvelles atrocités commises par la police et des militant·es d'extrême droite. Ces derniers, appelés *Gente de Bien*, gens de bien ou gens de bonne maison, se regroupent, sous la protection de la police, pour abattre les manifestant·es ou les faire disparaître. Sur Twitter, des hommes politiques tels que l'ex-président Álvaro Uribe Vélez et des membres du *Centro Democrático* parlent de "nettoyage social" et appellent au meurtre de leur propre peuple. Des témoins rapportent que des dizaines de corps apparaissent à la surface des rivières, jetés à l'eau après avoir été vraisemblablement torturés à mort. Diverses organisations de défense des droits humains ont dénombré au moins 327 disparus et 83 assassinés au cours des deux premiers mois du soulèvement populaire. Les agressions sexuelles commises par des policiers et les attaques contre des journalistes sont monnaie courante. Ce mouvement social divise la Colombie. La classe politique, qui contrôle également les médias, ne veut pas perdre le pouvoir et les manifestations bénéficient de plus en plus de soutien au sein de la population.

Victor Barrera travaille comme politologue à l'université Javeriana de Bogota et coordonne les départements de l'Etat, des conflits et de la paix au sein du CINEP (*Centro de Investigación y Educación Popular*, Centre d'investigation et d'éducation populaire). Il mène depuis longtemps des recherches sur la contestation sociale en Colombie et tente ici de mieux cerner ce mouvement.

Samina Stämpfli: Monsieur Barrera, "Le gouvernement est plus dangereux que le corona virus." Tel est le slogan qui résonne en ce moment en Colombie. Au vu de la mauvaise gestion de la crise et des protestations actuelles, peut-on effectivement considérer que le vrai problème, c'est le gouvernement?

Considérant la façon dont le gouvernement fait face à la pandé-

mie, qui, avec plus de 600 décès par jour, conduit à l'effondrement du système de santé et à la détérioration des conditions de vie de millions de Colombiens, la réponse est oui, le gouvernement est le problème. Au lieu de créer des espaces de dialogue et de négociations démocratiques, il répond aux soulèvements par la violence. Le gouvernement qualifie la révolte actuelle de "terrorisme" et "vandalisme", les manifestant·es deviennent ainsi des "ennemis intérieur·es". Faute de répondre aux revendications légitimes du peuple, le président de droite Iván Duque ignore une fois encore la demande, soutenue par la Cour constitutionnelle, de garantir le droit à la protestation sociale en Colombie. Les abus et les violences policières qui sont critiqués dans le monde entier ne sont pas seulement le résultat d'interventions incontrôlées des forces de l'ordre mais bien la conséquence de décisions politiques, prises par le président Iván Duque et certains membres du *Centro Democrático* en vue des prochaines élections présidentielles de 2022.

Cette fois-ci, cependant, le gouvernement ne parvient pas à réprimer la protestation: selon les sondages, 75% de la population y est favorable.

Nous sommes témoins d'un profond changement dans la manière dont la société colombienne appréhende et estime les manifestations comme étant un droit fondamental. C'est ce que nous montrent ces sondages d'opinion de manière renouvelée: bien que les blocages de rues et la violence soient souvent désapprouvés, les manifestations bénéficient d'un soutien élevé et constant de la population. Celle-ci condamne l'usage disproportionné de la force par la police nationale ainsi que les attaques à l'encontre des manifestant·es. C'est un pas important qui montre que les Colombien·es ne sont plus disposés à accepter passivement les abus comme une sorte de "moindre mal". L'époque où tout était su-

Archipel

Mensuel bilingue (F/D)
édité par le
Forum Civique Européen

Septembre 2021 - Nr. 306

Prix du n°: 4 euros/7FrS

Abonnement annuel: 40 euros/60 FrS

Commission paritaire N° AS 75136

ISSN 1247-8490

Directrices de Publication:

Joëlle Meunier, Constanze Warta

Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich

Forum Civique Européen

Association loi 1901

www.forumcivique.org

France:

St Hippolyte, F-04300 Limans

Tél: 33 (0)4 92 73 05 98

fr@forumcivique.org

Suisse:

Boîte postale 1848, CH-4001 Bâle

Tél: 41 (0)61 262 01 11

ch@forumcivique.org

Autriche:

Lobnig 16

A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla

Tél: 43 (0)42 38 87 05

at@forumcivique.org

Allemagne:

Ulenkrug, Dorfstr. 68

D-17159 Stubbendorf

Tél: 49 (0)39 959 23 881

de@forumcivique.org

Ukraine:

vul. Peremogi 70

UKR-90440 Nijne Selischche, Zakarpatia

Tél: 00380/31 42 512 20

ua@forumcivique.org

bordonné à l'objectif de vaincre les FARC a pris fin avec la démolition en 2016. Aujourd'hui la société n'est plus réceptive aux discours stigmatisants et criminalisants du gouvernement, utilisés pendant des années pour justifier les crimes des forces de l'ordre.

D'où vient ce changement?

En Colombie, de plus en plus de citoyen·nes et différentes parties de la population, telles que les peuples indigènes ou les petits agriculteurs par exemple, ont trouvé dans la protestation sociale un instrument leur permettant d'exprimer leurs demandes et d'exiger des réponses concrètes de la part du gouvernement. Et ce, dans un contexte où la démocratie participative stricto sensu ne parvient pas à canaliser et à gérer tout ce mécontentement social. En ce sens, un processus d'apprentissage démocratique a été mis en place, dans lequel le droit fondamental de manifester est perçu de manière plus positive.

Cependant, une grande partie des médias reproduit encore le discours gouvernemental et donne une image très déformée de la réalité.

Les citoyen·nes disposent aujourd'hui d'autres sources d'information que les médias traditionnels, qui, par le passé, influençaient le discours officiel sur les mouvements sociaux. L'accès aux réseaux sociaux a démocratisé la consommation d'informations et créé de nouvelles sources d'information. La généralisation du numérique permet d'envisager la contestation sociale sous différents angles. En outre, ces canaux de communication permettent aux citoyen·nes ordinaires de trouver et de formuler leurs propres motivations pour manifester. Cela leur permet aussi d'enregistrer en temps réel ce qui se passe pendant ces manifestations. Bien sûr cela comporte également un aspect négatif, à savoir la diffusion d'informations en dehors de leur contexte et de fausses informations.

SOS Colombie

La répression sanglante contre le mouvement social en Colombie depuis le début de la grève générale ce printemps ne nous a pas laissé de répit. Depuis des années, les membres du Forum civique européen (FCE) entretiennent des relations amicales avec des personnes et des mouvements en Colombie et soutiennent leurs projets. Lentement mais sûrement, notre action de solidarité a démarré cet été et nous essayons maintenant de contribuer à plusieurs niveaux:

- Nous soutenons les colombien·nes vivant en Europe qui protestent aux niveaux local et national, dans les rues et devant les ambassades, contre le régime de Duque et sa répression. Nous apportons ici notre soutien à leur travail de mise en réseau par-delà les frontières. Les protestations dans la rue et la mobilisation directe sont extrêmement importantes car les violations des droits humains en Colombie n'ont toujours pas retenu l'attention des grands médias en Europe.
- Nous avons rejoint d'autres organisations engagées à mobiliser les parlementaires en Suisse et dans d'autres pays pour qu'ils protestent directement auprès du gouvernement colombien contre les violations des droits humains et qu'ils encouragent leurs propres gouvernements à faire de même.
- Nous avons envoyé une lettre ouverte au Conseil fédéral pour demander au gouvernement suisse, comme le veut sa tradition, d'offrir ses "bons offices" au gouvernement et au Parlement colombiens pour la préparation de pourparlers de paix. En outre, les représentants menacés des mouvements sociaux colombiens devraient bénéficier d'une protection en Suisse. Plusieurs centaines d'amis·es ont d'ores et déjà signé et envoyé cette lettre. Le Conseil fédéral nous a entre autres répondu: "Elle (la Suisse) contribue à renforcer la protection et la participation active de la population locale aux processus politiques. La Suisse continuera à apporter sa contribution à la paix et au respect des droits humains en Colombie, tout particulièrement dans la situation actuelle." Nous allons prendre notre gouvernement au mot.
- Nous soutenons directement une organisation de défense des droits humains en Colombie qui, d'une part, documente les cas de violations des droits humains par la police et l'armée et, d'autre part, fournit une assistance juridique et des avocat·es aux militant·es colombien·nes confronté·es à la justice.
- Nous soutenons un réseau qui met temporairement les militant·es menacé·es en sécurité jusqu'à ce que la situation générale se soit calmée. La guerre d'en haut contre le mouvement social en Colombie n'est pas terminée. Les paramilitaires, qui sont liés à la police et à l'armée, continuent d'utiliser une stratégie sanglante consistant à tirer sur les militant·es de l'opposition et les représentant·es des mouvements sociaux gênants. Le réseau doit fonctionner par l'intermédiaire de personnes de confiance en Colombie et dans les pays d'accueil pour fournir des lieux sûrs, notamment en Amérique latine, et financer les actions correspondantes. Nous rendons régulièrement compte de la suite de nos actions. Il n'est pas facile d'ici, dans notre position éloignée et confortable, d'agir avec justesse. Nous espérons qu'à ces cinq niveaux, nous pourrions apporter une contribution contre la force brutale avec laquelle le régime actuel tente d'écraser le printemps social en Colombie.

Hannes Reiser, FCE



La justice et la fin des massacres. Manifestation pour la paix à Bogota.

Après deux mois de révolte sociale, la violence dans les manifestations semble devenir incontrôlable. D'innombrables manifestant·es sont portés disparus dans le département de Valle del Cauca, des militant·es de l'ultra-droite tirent sur les gens dans les rues, des rumeurs circulent selon lesquelles des groupuscules inconnus auraient installé des maisons de torture... tout cela dans le pays qui jouit de la "plus ancienne démocratie du continent".

Le fait que la population civile colombienne soit armée fait partie de l'histoire du pays. Mais même si ces civils, souvent accompagnés par la police, tirent sur les manifestant·es et peuvent être qualifiés de paramilitaires, il convient de les distinguer des groupes paramilitaires de la fin des années 1990. Bien sûr, il existe aussi des groupes coordonnés, mais actuellement, il s'agit plutôt de civils qui s'arment et collaborent avec différentes unités de police pour attaquer les manifestant·es, comme cela s'est produit à Cali et à Pereira. Ils prétendent défendre leur propriété, mais leur véritable objectif est d'étouffer les protestations. Par cette violence, ils envoient de fait un message sans ambiguïté à la population. Mais ce que l'on remarque avant tout avec ces civils qui attaquent d'autres civils, c'est l'incapacité de l'Etat à désarmer la société, pour ne pas dire qu'il encourage cette violence. En parallèle, le gouvernement mène une campagne de désinformation en affirmant que les manifestant·es prennent le contrôle de diverses institutions et pillent les magasins.

Les termes "guerre civile" ou "conflit armé" sont souvent utilisés pour parler de ce mouvement social.

Les généralisations doivent être maniées avec précaution, surtout lorsqu'il s'agit de parler du rôle de la violence dans le soulèvement. Il convient de distinguer trois facteurs: la radicalisation des manifestant·es suite aux attaques indifférenciées des forces

de l'Etat; la logique opportuniste des groupes criminels et du crime organisé qui profitent des troubles; et la réponse violente des civils qui prétendent défendre leurs droits et lutter contre le vandalisme. Néanmoins, nous ne pouvons pas parler d'un nouveau conflit armé ou d'une guerre dans les villes, car ce ne sont pas des groupes organisés qui attaquent ici l'Etat, mais une grande variété d'individus avec des revendications différentes. Le gouvernement, lui, a recours au récit d'un conflit armé pour justifier les attaques et la violence d'Etat dans les rues. Il ignore délibérément les chiffres officiels publiés par le ministère de la Défense, qui montrent que la grande majorité des manifestations qui ont eu lieu depuis le début du soulèvement ont été pacifiques.

Cette forme de résistance populaire s'est-elle déjà produite dans l'histoire récente de la Colombie?

Avec la grève de 2019, les protestations ont certes un précédent, mais par son ampleur, sa diversité, sa durée et sa portée géographique, c'est un événement sans précédent. Cependant, ce n'est pas parce que ce soulèvement est sans précédent que nous devons ignorer que les problèmes qu'il soulève ne sont précisément pas nouveaux: la relative faiblesse de la société civile colombienne, qui a encore du mal à s'organiser et à surmonter la fragmentation du champ social, l'étroitesse de notre système démocratique et l'héritage de plus de cinquante ans de conflit qui façonne encore la façon dont la police et les autres institutions considèrent les protestations sociales... la liste est longue.

Le 20 juillet, des manifestations nationales ont à nouveau eu lieu. Quel avenir voyez-vous à ce mouvement?

Il est difficile de prévoir dans quelle direction le pays va se développer dans les circonstances actuelles. J'aimerais pouvoir dire que la solution pour sortir de cette situation serait de renforcer la dé-

mocratie, mais cela me semble un scénario peu probable, étant donné l'état d'esprit du gouvernement actuel et le programme du parti au pouvoir qui se dirige dans la direction opposée: saper les institutions démocratiques afin d'améliorer sa position pour les élections de 2022.

Les récentes annonces du président sur la nécessité d'une loi visant à durcir les peines à l'encontre

des auteurs d'actes de vandalisme ne sont que le début de ce qui pourrait advenir. Il est donc fort possible que, dans quelques mois, nous assistions à une nouvelle explosion sociale en pleine période d'élections âprement disputées.

Samina Stämpfli*

* Cette interview a été réalisée par Samina Stämpfli pour le magazine en ligne *Das Lamm* du 20.07.2021 et mise à notre disposition pour *Archipel*.

FRANCE

Pass sanitaire, ultralibéralisme

Ces dernières semaines, les manifestations contre l'imposition d'un pass sanitaire se multiplient, faisant converger des tendances politiques très diverses. Nous relayons un texte paru sur Nantes révoltée¹ qui, s'il a été écrit en relation avec des événements récents à Nantes, nous paraît assez bien refléter la situation actuelle dans de nombreuses grandes villes de France.

Le mouvement contre le pass sanitaire participe d'une réaction de la population face à des mesures liberticides qui doivent absolument être combattues. Pour autant à Nantes, l'absence d'une orientation politique claire a permis à l'extrême droite locale et régionale de s'afficher publiquement et d'encadrer une partie d'un cortège scindé en trois parties en profitant de la confusion.

Ainsi des néofascistes qui se dissimulent derrière un caractère "citoyen" et "apolitique" munies de drapeaux blancs et vêtues de même ont tenté d'exclure de la manifestation les militant·es de gauche qui luttent depuis des années contre les lois liberticides (état d'urgence, loi de sécurité globale, etc). Ces "citoyen·es" réunissent des militant·es du Rassemblement National, des catholiques intégristes, des monarchistes, des néonazis, des identitaires et autres partisans de *Philippot*².

Derrière les "masques blancs" et "Tout va bien 44", l'extrême droite locale dissimule ses vrais objectifs en se fendant d'une défense hypocrite de la "liberté", elle qui en a toujours été l'ennemie. Les membres de cette nébuleuse ne sont pas nombreux, et la grande majorité des manifestant·es n'adhère pas à leur idéologie réactionnaire. Pour autant, seul·es les militant·es antifascistes ont dénoncé ouvertement leur présence dans les défilés.

En laissant seul·es des militant·es de gauche face aux nazil-

lons, le mouvement en cours a démontré sa carence organisationnelle et son immaturité politique. Les conséquences ne se sont pas fait attendre, puisqu'en fin d'après-midi ce samedi 31 juillet, des néonazis équipés de matraques télescopiques et d'autres objets contondants ont attaqué les militant·es de gauche faisant des blessé·es graves. Après que les militant·es de gauche eurent mis en fuite les agresseurs, illes ont été attaqué·es par la police qui, jusque-là, avait laissé faire les néofascistes.

Police et drapeaux blancs

Pendant près de deux semaines, les militant·es d'extrême droite ont pu s'installer au pied du monument à la mémoire des 50 otages, résistant·es de gauche fusillé·es par les nazis, devant la préfecture de police. En lien avec les services de renseignement, illes ont pu identifier et fichier les militant·es de gauche, et préparer les violences de samedi dernier. Alors que la manifestation s'était déroulée sans incidents, des barrages policiers ont empêché le cortège d'aller à la préfecture. Puis après des premiers tirs de lacrymogènes, les activistes d'extrême droite sont passé·es à l'action, semant la peur et la confusion dans la manifestation. Il faut relever que, selon les dires d'un témoin, une partie des armes était dissimulée sous une bâche auprès de laquelle les agents de la

BAC3 se sont positionnés avant de laisser les éléments fascistes se servir. La stratégie est claire, la préfecture tente de coincer la mobilisation entre deux extrêmes droites, celle qui est au pouvoir avec Macron, Darmanin et leur politique raciste et liberticide, et celle extra-parlementaire ou d'opposition qui prétend manifester pour la liberté alors qu'elle soutient les lois de sécurité globale et séparatisme.

Une grave crise politique

Alors que depuis plus d'un an, le gouvernement utilise l'état d'urgence sanitaire pour diriger le pays avec un conseil de défense qui réunit militaires et membres du gouvernement dans des discussions secrètes dont rien ne transparaît, le parlement est complètement mis hors service et les député·es d'opposition n'ont plus voix au chapitre. Après 6 ans d'état d'urgence permanent, les libertés politiques et publiques ont fondu comme la banquise. Les discours d'extrême droite pullulent dans les médias et les politicien·es, du Parti socialiste aux Républicains en passant par les Verts, accompagnent cette contagion en intégrant les discours politiques réactionnaires. Au mois de juin, des représentant·es du Parti socialiste et d'Europe écologie ont rejoint l'extrême droite dans un rassemblement de policier·es devant l'Assemblée nationale où étaient menacé·es les juges, la France Insoumise et les militant·es antiracistes. Quelques semaines avant la manifestation antiparlementaire de l'extrême droite policière, des officiers de l'armée avaient publié un communiqué menaçant, où ils mettaient clairement en garde le pouvoir civil d'une intervention militaire sur le territoire, dans une violation totale de la constitution.

La France est rentrée dans une grave crise politique qui ne va pas se résorber d'elle-même.

La classe dirigeante renie de plus en plus les principes démocratiques les plus élémentaires, consciente que la fracture politique entre elle et la population ne peut être résorbée par le jeu politique traditionnel. Les principes démocratiques tels que la liberté de circuler, de manifester, de critiquer l'Etat ou le gouvernement dès qu'ils sont le fait de voix de gauche sont devenus des menaces pour la classe dirigeante, désormais seul l'autoritarisme peut lui permettre de maintenir l'ordre social.

Le mouvement des gilets jaunes a démontré qu'une mobilisation de masse peut unir la population dans une condition commune. L'absence de direction politique

de ce mouvement l'a empêché de franchir un cap, celui d'entraîner le pays dans une grève générale qui aurait changé bien des choses. A force de répression et d'étiologie dans le temps, les gilets jaunes sont rentré·es chez elleux, mais illes ont conservé la mémoire et l'expérience politique de leur lutte. Le goût amer de la convention citoyenne pour le climat⁴ et autres mascarades macroniennes pour enterrer la lutte est demeuré dans bien des bouches, et le mouvement contre le pass sanitaire a comme un goût de revanche.

Ne pas perdre de temps

Qu'on se le dise, la crise actuelle n'aboutira jamais à un retour à la normale. Si pour lutter contre un virus il faut placer toute une population sous état d'urgence, qu'en sera-t-il face aux grandes crises écologiques et sociales en cours et à venir? Les questions politiques posées par le pass sanitaire sont élémentaires, désormais un outil obligatoire permettra de suivre et d'autoriser ou non nos déplacements, partout et tout le temps. Ce quasi bracelet électronique incarne la perte de protection de l'individu face à l'arbitraire de l'Etat. Une perte qui s'est déroulée sur deux décennies d'antiterrorisme, et accélérée depuis 2015.

La lutte contre le pass sanitaire est une lutte pour la liberté. L'absence de direction progressiste pour ce mouvement serait une profonde erreur, quasi mortelle pour le camp de la liberté. La nature ayant horreur du vide, l'extrême droite a pu s'afficher de plus en plus dans les manifestations nantaises. Il faut reprendre la rue des mains des éléments réactionnaires.

Pour cela il faut se mettre d'accord sur des mots d'ordre clairs:

- Retrait du pass sanitaire.
- Fin de l'état d'urgence.
- Retrait des lois sécurité globale et séparatisme.
- Levée des brevets sur les vaccins, et nationalisation du secteur pharmaceutique.
- Véritable plan de redressement du système de santé par l'embauche, la formation à la réanimation, et la gratuité des soins.

1. <https://www.nantes-revoltee.com>

2. Président du parti *Les Patriotes* depuis sa création, après son départ du Front national (FN). Le parti est eurosceptique et généralement classé de la droite à l'extrême droite de l'échiquier politique français ou comme un parti attrape-tout.

3. Les brigades anti-criminalité, connues aussi sous l'acronyme BAC, constituent un service de la police qui intervient dans les quartiers sensibles. Leurs membres sont réputés pour leur violence.

4. Réunissant 150 Français·es représentatifs de la société, la convention a travaillé pendant plusieurs mois pour proposer des mesures avec un objectif: réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40%, dans un esprit de justice sociale.

Mort d'Otelo de Carvalho

Ce militaire portugais a été le stratège de la Révolution des Œillets de 1974 qui a mis fin à une des plus anciennes dictatures fascistes en Europe ainsi qu'à une guerre coloniale qui durait depuis 13 ans. Lorsqu'en 1984, il fut accusé d'être "l'auteur moral" d'actes terroristes au Portugal et condamné à 15 ans de prison, nous, le Forum Civique Européen, à l'époque C.E.D.R.I. (Comité Européen pour la Défense des Réfugiés et Immigrés) avons mené une campagne pour sa libération. Mais commençons par un petit rappel historique.

Otelo Saraiva de Carvalho naît en 1936 à Lourenco Marques (aujourd'hui Maputo) au Mozambique qui est alors une colonie portugaise. De 1955 à 1959, il poursuit des études à l'Académie Militaire au Portugal. Dans ses mémoires il se souvient: *"Etant né au Mozambique et ayant vécu là toute mon adolescence, j'ouvrais les yeux sur le monde. De la politique je n'avais qu'une perspective acquise essentiellement au cours de longues discussions avec les caporaux, les soldats et les officiers de milice... (...) Je ressentais la nécessité presque viscérale de contribuer, de faire quelque chose de décisif", pour sortir les milliers ou millions de Portugais-es de leurs conditions de misère, d'absence de dignité et de malheur.*¹

En 1961, il est envoyé en Angola pour participer à la guerre coloniale, puis en Guinée où il se confronte à l'idéologie politique des mouvements de libération africains. Otelo participe aux premières réunions secrètes d'officiers portugais antifascistes. A partir de 1973, il prend part à la création et l'organisation du MFA (Mouvement des Forces Armées) qui lui confiera l'élaboration du plan opérationnel qui mènera, le 25 avril 1974, au renversement du régime fasciste au Portugal avec la "Révolution des Œillets".

Un an plus tard, des élections ont lieu et les militaires rendent le pouvoir aux civils, les colonies obtiennent leur indépendance.

L'organisation et l'efficacité militaires au service du peuple, Otelo en donne un autre exemple après la révolution lorsqu'il est nommé commandant du COPCON, une force d'intervention rapide composée d'unités des trois armées. C'est ainsi que, sous son commandement, des soldats et officiers parachutistes et de la marine se voient affectés à des

tâches telles que la construction de réseaux sanitaires dans les bidonvilles, l'alphabétisation, l'occupation des terres et la formation de cadres de coopératives, l'assistance juridique et sociale, etc.

Les événements du 25 novembre 1975 mettent un terme à la période de démocratie révolutionnaire préconisée par Otelo.²

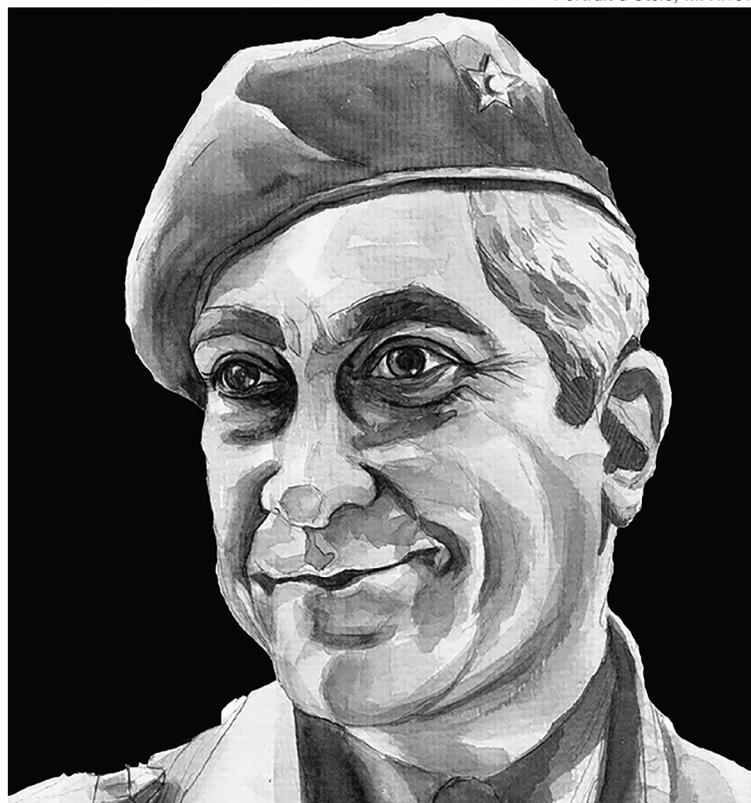
A partir de cette date, les conseils ouvriers, paysans et de soldats sont remplacés par les politiciens des partis et, sous couvert de réformisme, commence la période de restauration. Otelo constate dans ses mémoires: *"Mon esprit libertaire, indépendant, non-conformiste m'a rendu impopulaire aux yeux des partis politiques que – contrairement aux normes acceptées – je ne considère pas indispensables et fondamentaux pour le fonctionnement de la démocratie (dans son sens étymologique de 'pouvoir du peuple')."*³

Suite à la Révolution de 1974, le Portugal était devenu un lieu de pèlerinage pour la gauche européenne. Après la contre-révolution de 1975, l'enthousiasme avait rapidement diminué.

Otelo participe à l'élection présidentielle de 1976, il entre en contact avec des militants d'extrême gauche puis fonde un parti en 1980, le FUP (*Forças de Unidade Popular*). Le Portugal est un petit pays où tout le monde se connaît, et des membres du FUP sont en contact avec ceux de l'organisation terroriste FP-25 (*Forças Populares 25 de Abril*). L'amalgame est facile.

Une nouvelle loi antiterroriste

En 1984, le Portugal promulgue une nouvelle loi sur la sécurité intérieure sur le modèle des lois antiterroristes allemandes et italiennes. Le major Otelo de Carvalho est arrêté ainsi que 70 membres de son parti, le FUP.



L'accusation porte sur la fondation d'une organisation terroriste.

Otelo est accusé d'être "l'auteur moral" des attentats commis par les membres des FP-25. On criminalise ainsi un homme qui était un symbole de la libération de son pays de la dictature. Il avait éveillé d'immenses espoirs au sein de la population mais représentait toujours un danger pour les anciens partisans du régime fasciste qui avaient dû partir après la Révolution des Œillets et ne rêvaient que de rentrer au pays.

Les nouvelles lois sécuritaires punissent différentes formes d'adhésion ou de soutien à une "association terroriste". Elles permettent des procédures à la fois contre des personnes ayant participé à la planification ou à la réalisation d'actes terroristes, mais aussi contre celles non coupables d'un délit concret, mais accusées d'être "l'auteur moral" ou sympathisantes d'actes terroristes. On peut ainsi être condamné à de lourdes peines en raison de ses fréquentations, ses déclarations, voire ses convictions. Pour nous, il est alors évident que c'est une tentative d'élargir une législation liberticide à un pays européen de plus. Au bout d'un procès marqué par de nombreuses irrégularités, Otelo et environ 70 membres des FUP sont condamnés à 15 ans de prison.

Pour la libération d'Otelo

Après une étude détaillée des textes de loi, des actes du procès et de centaines d'articles de presse, après des discussions avec Otelo lui-même, plusieurs avocats de différents pays et le comité de soutien au Portugal, nous

rédigeons une brochure qui décrit les contextes historique et politique et dénonce les irrégularités du procès. Nous organisons plusieurs conférences de presse avec à nos côtés un groupe d'avocat-es européen·nes ainsi qu'une conférence avec Ramsey Clark, ancien Attorney general (ministre de la Justice) des Etats-unis qui affirme qu'Otelo n'est pas un terroriste. Plusieurs avocat-es rédigent une plainte contre la justice portugaise auprès de la Cour européenne des droits humains, au sujet des irrégularités de la procédure.

Le 17 mai 1989 Otelo est libéré, quelques années plus tard lui et les autres membres du FUP seront amnistiés. Otelo participe à quelques événements organisés par le Forum Civique Européen tels que la grande manifestation à Berlin un an après la chute du Mur. Ensuite il se retire petit à petit de la vie publique et se consacre à sa toute première passion, le théâtre.

Il meurt le 25 juillet 2021 à l'âge de 84 ans à l'Hôpital militaire de Lisbonne.

Comme l'écrit sur twitter Catarina Martins, coordinatrice du Bloc de Gauche portugais, *"Otelo Saraiva de Carvalho, un personnage plus grand que sa propre histoire. Stratège du 25 avril, il restera toujours dans les mémoires comme l'un des libérateurs du Portugal"*

Trixie Graf
membre du FCE-France

1. *Ivorada em Abril (L'Aube d'avril*, ed. Livraria Bertrand, non traduit).

2. Jour du coup politico-militaire, élaboré et mis en œuvre par le sommet de la hiérarchie militaire, la droite et le PS portugais. Il inaugura une "contre-révolution de velours", durant laquelle se constitua une démocratie libérale.

3. *Ibid.*